PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - JANVIER | AVRIL 2024

Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/ 4167

Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC



DOSSIER - DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

La voix de la Jeunesse

UN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LE CJC - CJC // DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE // LE PLAIDOYER DU CJC : UNE VOIX FORTE POUR LA JEUNESSE // ÉLECTIONS : NOS MEMBRES EN ACTION // UNE SEMAINE POUR PARLER DE DÉMOCRATIE À BUDAPEST

Conseil de la Jeunesse Catholique

4
Focus CJC
Un nouveau Secrétaire Général pour le CJC.

16
Dossier
Alimentation: enjeux et défis.

18
Bons tuyaux
Formations, campagnes et outils pédagogiques conseillés par la rédaction.

8
Dossier
Élections.

17
Les coups de coeur culturels de l'équipe
Trois reportages au cœur des organisations membres du CJC : Volont'R, Fédération des

19
Portrait
Solayman Laqdim - Délégué aux Droits de l'enfant

PHYLACTÈRE - PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (CJC) - BE416.289.158 - 25, rue des Drapiers – 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be - Registre des Personnes Morales Tribunal de Bruxelles - ÉDITEUR RESPONSABLE - Hadrien Wilputte - COORDINATION - Estelle Namur - ÉQUIPE DE RÉDACTION - Émilie Kervyn, Frédérique Lemoine, Anne Mansy, Jonathan Piroux - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO - Louise Warnon - MISE EN PAGE - Urielle Coeman - IMPRIMÉ par Media Process - Imprimé sur du papier recyclé.

Edito

Où allons-nous ? Choisissons ensemble un avenir solidaire et humaniste !

2024 sera une année électorale sans précédent sur notre petite planète bleue. 76 états à travers le monde appelleront à se rendre aux urnes, cela représentera 51 % de la population mondiale, soit 4,1 milliards d'êtres humains. États-Unis, Russie, Inde, Pakistan, Brésil, Indonésie, Ukraine, Burkina Faso, Mali, Union Européenne... Beaucoup d'incertitudes plane à l'heure actuelle sur l'avenir de la « stabilité » mondiale, mais il y a fort à parier que des changements s'annoncent.

Oui, en Belgique nous irons aussi voter. Pour les élections européennes, fédérale et régionales le 09 juin, puis pour les communales et provinciales le 13 octobre. Cette situation électorale nous met dans un contexte d'incertitudes quant au devenir de notre pays lorsque l'on sait que la NVA et le Vlaams Belang (ancien Vlaams Block, rappelons-le toujours !) pourraient s'allier et devenir la première force politique du pays.

Il ne faut malheureusement plus aller très loin pour sentir une montée nauséabonde d'extrême droite, c'est-à-dire, des partis qui veulent instaurer une hiérarchie entre les individus allant à l'encontre même du premier amendement de la déclaration universelle des droits humains : « tous les hommes naissent libre et égaux ».

Aucun pays européen n'est épargné par cette montée en puissance des revendications nationaliste et xénophobe. Une sorte de « retour en arrière » est en train de s'opérer avec la crainte d'une nouvelle ère fasciste. Comment avons-nous pu en arriver là si vite, comment avons-nous oublié les horreurs que ce genre de discours haineux peuvent entrainer...

Ajoutons à cela l'effondrement du vivant et la course à la technologie sans limite, le tableau de demain s'annonce catastrophique...

C'est dans ce contexte difficile, que nos actions prennent d'autant plus de sens. Car nous sommes une sorte de « résistant » des temps moderne. Nos associations, nos jeunes, nos travailleurs et travailleuses et toutes les entités qui continuent de défendre le bien commun ont un rôle essentiel à jouer. Parce que nous sommes attentifs et attentives aux plus fragiles, ouvert·es à la différence, en lien avec nos frères et nos sœurs, défenseurs et défenseuses du vivant... Pour toutes ces raisons, restons confiant·es.

> Par nos actions et nos projets, continuons de développer le ciment social et environnemental de notre société.

Ne baissons pas les bras et relevons la tête, nous devons nous montrer résilient·es et plus déterminé·es que jamais. Par nos actions et nos projets, continuons de développer le ciment social et environnemental de notre société, et c'est bien cela qui compte !

Alors, lorsque des temps sombres s'installent, rappelons-nous toujours que notre force réside dans notre collectif, que notre bonheur se trouvera dans le partage, que la solution se définit par l'ouverture aux autres. Soyons, plus que jamais, uni·es et solidaires.

Hadrien Wilputte
Secrétaire Général
CJC

Focus CJC

Un nouveau Secrétaire Général pour le CJC

En octobre 2023, le CJC a accueilli son nouveau Secrétaire Général, Hadrien Wilputte. Découvrez son parcours et ses premières impressions dans cette nouvelle fonction.

Comment es-tu arrivé dans le secteur et quelles sont les grandes étapes de ton parcours professionnel ?

J'ai un peu grandi dans le secteur. J'ai fait partie d'un mouvement de jeunesse dès mes six ans et j'ai suivi le parcours classique d'engagement au sein du Patro. Et je suis finalement devenu président du Patro de Godinne pendant cinq ans ce qui m'a permis d'élargir mon horizon. Ensuite, je me suis investi dans d'autres Organisations de Jeunesse environnementales ou un peu plus politiques, ça a toujours été ma deuxième vie. J'ai fait des études dans le domaine artistique mais j'ai continué mes investissements bénévoles sur le côté. Ça n'était pas simple de gérer autant de responsabilités, en tant qu'étudiant. Après mes études, j'ai fait du bénévolat à 100 %. Ça a d'ailleurs été compliqué avec l'ONEM et le Forem. Au bout d'un moment, la vis s'est resserrée et il fallait trouver un job. C'est là que j'ai vu passer une offre d'emploi au Patro. C'est un milieu où il est possible d'arriver avec un diplôme qui n'est pas forcément en lien avec ta fonction. J'ai d'abord travaillé comme permanent pédagogique décentralisé, puis de fil en aiguille, je suis devenu secrétaire politique pendant trois ans. Dans ce secteur, après dix ans dans la même structure, tu deviens vite « vieux ». J'avais envie de renouveau.

Et ce renouveau c'est au CJC que tu es venu le chercher. Qu'est-ce qui t'a donné envie de nous rejoindre ?

C'est la diversité et la liberté. Ce sont deux grandes lignes directrices dans ma vie. À partir du moment où tu as la responsabilité générale du projet, tu as beaucoup de liberté d'action dans la mise en œuvre des missions et des attentes. Mais il y a aussi la diversité : le nombre de casquettes, de dossiers différents que tu es amené à travailler au quotidien. C'est peut-être ce qui me manquait un peu en tant que secrétaire politique. Dans le job de Secrétaire Général, il y a du politique, des RH, des investissements... C'est dynamisant.

Cela fait déjà quelques mois que tu es entré en fonction... est-ce que la réalité que tu découvres correspond à ce que tu attendais ?

Il y a bien plus que ce que j'avais projeté, c'est plus profond et compliqué. Il y a une grosse partie historique, les soixante années du CJC sont ancrées dans tous les murs, tous les dossiers et dans toutes nos relations. Ayant la volonté de faire bouger les lignes et d'accompagner le CJC, c'est intéressant de pouvoir se replacer dans un contexte historique : tu sens que tu vas avoir un impact sur cette ligne du temps, et c'est d'autant plus responsabilisant et excitant.

Quelles seront les grandes orientations de ton mandat ?

J'ai avant tout fait une postulation politique, au sens « engagé ». J'ai la passion de la défense de nos intérêts et de ceux de la Jeunesse. C'est là-dessus que je mise et c'est ce que je vais défendre pendant mes trois années ici : retravailler les enjeux collectifs, réimpliquer nos membres et les équipes du CJC dans la construction d'un projet de société qui nous parle et dont on peut être fier·es. J'ai le sentiment qu'il y a parfois trop de gestion et la militance se perd un peu, alors que notre ADN est pourtant militant. Au niveau externe, mon objectif est de faire le même travail de remise en question . Je trouve qu'on perd du temps et de l'énergie à mener des faux combats entre nous au sein du secteur, alors qu'on pourrait mettre de l'énergie dans des défenses communes. Je pense que c'est un bon moment pour mener ce genre de grand rassemblement : on est à la veille des élections, il faut serrer les rangs pour parler d'une seule et même voix. Quand on regarde les plaidoyers des un·es et des autres, on a des idées assez similaires. La convergence des luttes se rapproche, on sort de grandes crises, on est dans une période austère, et les crises rassemblent. C'est un bon moment pour réapprendre à se parler parce qu'on a les mêmes besoins !

Au-delà du volet politique, un de mes objectifs de mandat est d'être acteur de la Fédération dans les échanges qu'on peut avoir avec les membres. Depuis quelques temps, le CJC aide beaucoup ses associations mais l'histoire commune s'efface un peu de responsable en responsable, et cette participation n'est plus quelque chose d'inné. Il y a un travail à faire sur la reprise en main de l'organisation des AG, de journées communes avec des responsables d'associations, etc. Il faut reprendre en main ce qui nous lie et qui n'est pas forcément politique. Il faut pouvoir reprendre ces espaces, pour que le CJC ne soit pas vu juste comme une Fédération aidante mais d'une Fédération dont on fait partie et dont on est acteur.

Peux-tu nous donner un avant-goût d'un grand projet à venir ?

Depuis plusieurs années, une réflexion portant sur l'identité du CJC a été entamée. C'est une volonté propre que je partage avec nos membres : faire atterrir le travail sur les missions et les valeurs. J'espère pouvoir être juste et compris par l'ensemble des partenaires et de notre réseau sur les motivations qui nous poussent à avancer avec nos membres. Une des forces du CJC, c'est son réseau, son histoire et je ne voudrais pas qu'un changement de nom sur base des valeurs et missions soit pris en grippe en se disant qu'on n'est plus les mêmes... Alors que c'est faux ! Notre volonté c'est aussi de pouvoir se requestionner, rerassembler ce réseau et continuer à le développer. On ne jette rien, on évolue, on poursuit l'histoire.

Ton souhait pour les jeunes, c'est...

Je leur souhaite de pouvoir voter à seize ans pour tous les niveaux de pouvoir pour avoir leur mot démocratique à dire. Et je leur souhaite d'arriver à gérer leurs actes et leur conscience. On a une jeunesse éclairée : iels ont compris que c'était chaotique. Je leur souhaite de savoir gérer cette prise de conscience et d'arriver à trouver les moyens et la voie qu'ils souhaitent emprunter pour pouvoir changer les choses.

Et pour terminer, une petite réflexion sur une dimension plus personnelle ?

Je suis jeune papa et je trouve qu'avoir un enfant amène une dimension supplémentaire dans le militantisme jeunesse, ça donne d'autant plus de sens de travailler à des cadres épanouissants pour les jeunes, quand tu deviens parent.

Propos d'Hadrien Wilputte recueillis par Frédérique Lemoine





« Démocratie participative : la voix des jeunes ne s'exprime pas que par le vote ! »

La démocratie, pierre angulaire de nos sociétés, se manifeste à travers un dialogue vivant entre citoyen·nes et institutions. Elle transcende la notion de vote pour incarner une participation active dans la sphère publique. Cette dynamique trouve un écho particulier dans la démocratie participative, qui encourage une implication directe des individus, en particulier des jeunes, dans la prise de décision.

En octobre dernier, Benjamin Dalle, ministre flamand en charge de la Jeunesse, lançait un appel à projets ambitionnant que ceux-ci soient des tremplins pour l'avenir des jeunes Bruxellois·es en les aidant à accéder plus rapidement à l'enseignement supérieur ou au marché du travail. Jusque-là, rien de neuf sous les tropiques, me direz-vous. Sauf que l'initiative leur offre la possibilité de se porter candidat·es pour faire partie d'un groupe de jeunes qui sera appelé à sélectionner ces projets. L'entièreté du processus leur sera confiée, à savoir le lancement de l'appel à projets, la sélection des meilleurs projets proposés et la répartition du budget. Ces derniers seront ensuite présentés au ministre Dalle, qui promet de suivre l'avis pourtant non-contraignant de ce groupe de jeunes. Baptisée DURF («ose» en français), cette initiative participative bénéficie d'un budget de 200 000 euros. « Nous voulons montrer que nous faisons confiance aux jeunes Bruxellois. Nous ne leur dirons pas ce qu'ils doivent faire. Au contraire, nous leur demanderons de nous dire ce qu'il faut faire », explique Dalle. Pendant le processus de sélection, les jeunes Bruxellois·es recevront le soutien de l'administration flamande, tout en gardant l'entière liberté des choix de fond… Démocratie participative, vous avez dit ?

De l'importance de la participation citoyenne des jeunes

La démocratie participative n'est pas une simple alternative à la démocratie représentative ; elle en est un complément vital. Elle permet aux citoyen·nes de contribuer activement à la formulation des politiques, au-delà du cadre électoral traditionnel. Organe unique en son genre, incarnant la démocratie participative au sein de l'institution, le Conseil mixte de la jeunesse (CMJ) réunit des représentant·es des gouvernements et des jeunes, via le Conseil consultatif de la jeunesse, travaillant ensemble pour définir les politiques de jeunesse européenne. Cette structure co-gérée assure que les voix des jeunes soient entendues et prises en compte dans les décisions affectant leur vie et leur avenir.

Dans son rapport[1], le CMJ explique pourquoi l'inclusion participative des jeunes dans les politiques locales, régionales et nationales est essentielle ,et ce en plusieurs raisons clés. Premièrement, cela assure que les préoccupations des jeunes soient prises en compte dans la prise de décision, renforçant ainsi la pertinence et l'efficacité des politiques publiques. Deuxièmement, cela contribue à l'éducation civique des jeunes, en leur fournissant des opportunités d'apprendre et de pratiquer la citoyenneté active. Troisièmement, cela favorise l'engagement et l'empowerment des jeunes, en leur permettant de jouer un rôle actif dans le développement de leur communauté et de la société dans son ensemble. Enfin, cela renforce la démocratie de manière globale en promouvant une gouvernance plus inclusive.

Le CMJ en conclut que malgré les progrès réalisés, il est nécessaire d'intensifier et d'étendre la mise en œuvre des principes de participation des jeunes. Il met en évidence l'évolution de la participation des jeunes et les défis posés par la baisse de leur participation dans la politique institutionnelle ainsi que l'impact d'Internet et des médias sociaux.

Youth Participation 2.0

L'impact d'Internet et des réseaux sociaux sur la démocratie participative des jeunes est double. D'une part, ils offrent des plateformes pour l'engagement civique et politique, permettant aux jeunes de s'informer, de communiquer et d'organiser des campagnes sur des sujets qui les concernent. Ce qui peut accroître la participation politique et citoyenne. D'autre part, l'utilisation principale de ces outils pour le divertissement peut réduire leur potentiel mobilisateur et, dans certains cas, contribuer à la désinformation.

Le CMJ préconise d'investir dans des programmes d'éducation aux médias pour équiper les jeunes des compétences nécessaires à naviguer de manière sûre et responsable dans le monde digital. Il encourage également l'utilisation stratégique des dimensions ré-

[1] Joint Council on Youth (CMJ). (2023). CMJ guidelines on youth participation (CMJ(2023)34). Strasbourg : Council of Europe.



seautées de la participation des jeunes aux questions sociales via des plateformes en ligne, et l'exploration d'approches innovantes comme la gamification pour rendre cette participation plus significative. Enfin, il met en avant l'importance de protéger la vie privée des jeunes sur les réseaux sociaux et de vérifier les informations pour lutter contre la désinformation.

La démocratie participative en Belgique : un état des lieux

En janvier 2023, une équipe d'universitaires ULB-VUB s'est penchée sur la démocratie participative en Belgique. Dans son rapport « Écouter la voix du citoyen : du mouvement participatif à l'isoloir[2] » , elle dresse un constat : nombreuses sont les initiatives de participation citoyenne en Belgique, mais elles se trouvent éparpillées et sans influence politique significative. Cette déconnexion entre l'engagement citoyen et l'impact réel sur les politiques peut engendrer un effet contre-productif, sapant encore davantage la confiance des jeunes dans le processus démocratique.

Si des initiatives de participation citoyenne foisonnent à tous les niveaux de pouvoir, elles se heurtent à la rigidité constitutionnelle qui limite la participation directe dans la prise de décisions. Ce cadre légal contraignant, associé à des défis tels que le manque de visibilité, l'inclusivité limitée, et le suivi insuffisant des propositions citoyennes, freine l'élan participatif.

Cependant, l'engagement, en particulier des jeunes, est crucial pour revitaliser la démocratie. Les jeunes, souvent perçu·es comme éloigné·es des canaux traditionnels de participation politique, se montrent en effet particulièrement ouvert·es aux formes innovantes de participation qui exploitent les technologies numériques et les approches délibératives. Leur inclusion est considérée comme essentielle pour renforcer la légitimité et l'efficacité des politiques publiques. « L'absence de clarté dans les procédures de participation citoyenne, la destination, le résultat, est un vrai problème », expliquait Jean-Benoît Pilet, politologue à l'ULB, dans Le Soir[3]. « Pensez aux commissions délibératives au Parlement bruxellois, au Dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone… Qu'est-ce que les élus en feront ? On reste dans le flou. Je dirais qu'en Belgique, on est en avance sur l'institutionnalisation des formes de participation citoyenne, mais en retard sur les formes décisionnelles de ces processus de participation. En Suisse, en Irlande, les consultations se multiplient, les référendums, contraignants pour les politiques. »

Face à ces enjeux, la Belgique est à un carrefour. D'une part, elle doit naviguer dans les limitations constitutionnelles et pratiques qui entravent la participation directe des citoyen·nes. D'autre part, elle doit saisir l'opportunité d'engager plus profondément une population jeune et dynamique, désireuse de contribuer au renouveau démocratique. Les efforts pour rendre la démocratie participative plus inclusive, visible et efficace sont donc essentiels pour répondre aux aspirations démocratiques des citoyen·nes belges, et particulièrement des jeunes générations.

[2] Centre d'Étude de la Vie Politique (CEVIPOL), Université Libre de Bruxelles (ULB), & Département de Science Politique, Vrije Universiteit Brussel (VUB). (2023). Écouter la voix du citoyen : du mouvement participatif à l'isoloir : étude sur les mécanismes de démocratie participative en Belgique : Pratiques, enjeux et perspectives. Bruxelles: itsme®

[3] Coppi, D. (2023, 23 mai). Participation citoyenne en Belgique : un rapport accablant. Le Soir.

Trois compléments à la démocratie représentative

Afin d'assurer une gouvernance véritablement inclusive et réactive aux besoins et aspirations de ses citoyen·nes, la démocratie représentative doit être complétée par des mécanismes qui facilitent une participation plus directe et engagée de la population. Dans son outil pédagogique La démocratie, l'Institut d'Eco-Pédagogie[4] propose un aperçu de ces formes complémentaires de démocratie :

• La concertation sociale

Cette approche met l'accent sur le dialogue entre les représentant·es des employeurs, des travailleurs et travailleuses et parfois des gouvernements pour négocier les conditions de travail, les salaires et d'autres questions sociales importantes. Elle vise à parvenir à un consensus ou à un accord mutuel qui reflète les intérêts de toutes les parties impliquées.

• La démocratie directe

Ce modèle permet aux citoyen·nes de prendre des décisions politiques directement, sans passer par des représentant·es élu·es. Ses instruments incluent les référendums, les initiatives populaires et les assemblées citoyennes. Cela donne aux électeurs et électrices un contrôle direct sur les lois et les politiques.

• La démocratie participative

Elle vise à renforcer le rôle des citoyen·nes dans les processus décisionnels à travers divers mécanismes et structures et revêt de nombreuses formes :

- **Les conseils consultatifs :** Ces structures institutionnalisées permettent aux citoyen·nes de conseiller les gouvernements sur certaines questions, bien que leurs recommandations ne soient pas toujours contraignantes.
- **Autres formes de démocratie participative :** Des concertations informelles ou ponctuelles se déroulent à tous les niveaux de pouvoir, à l'initiative des responsables politiques ou de la société civile. Des comités de quartier aux associations actives sur le terrain social, des mouvements d'éducation permanente aux Organisations de Jeunesse… Toutes les formes de regroupements, de la pétition à la manifestation en passant par les actes de désobéissance civile, ont vocation à interpeller le monde politique et à faire valoir leurs propositions pour influer sur les décisions. Cela inclut aussi les forums publics, les budgets participatifs et les consultations en ligne. Ce type d'action souligne l'engagement des citoyen·nes à influencer le changement par des moyens non conventionnels.
- **De la participation aux rapports de force :** Cette approche reconnaît que la participation citoyenne peut parfois mener à des confrontations entre différents groupes d'intérêts, reflétant la diversité des opinions et des positions au sein de la société.

L'impact de la participation : L'efficacité de la démocratie participative est évaluée en termes d'impact sur les politiques publiques et le degré auquel les contributions des citoyen·nes sont prises en compte dans les décisions finales.

Jonathan Piroux
CJC

[4] De Coorebyter, V., Dechamps, M., Noirhomme, S., & Robinet, J.-P. (2008). La démocratie. Série « Politique au programme ». Fondation Roi Baudouin.



Le Plaidoyer du CJC : une voix forte pour la Jeunesse

À quelques mois des élections, les citoyen·nes se préparent à exercer leur droit de vote, avec les rendez-vous du 9 juin pour les élections européennes, législatives, et régionales, suivi des élections communales le 13 octobre. L'année 2024 sera indéniablement marquée par l'esprit critique et la citoyenneté. Pendant que les partis s'interrogeaient sur leurs programmes, le CJC s'est investi dans l'élaboration de ses revendications, un travail collaboratif avec ses membres visant à faire entendre une voix forte et déterminée pour la Jeunesse.



À quelques mois des élections, les citoyen·nes se préparent à exercer leur droit de vote, avec les rendez-vous du 9 juin pour les élections européennes, législatives, et régionales, suivi des élections communales le 13 octobre. L'année 2024 sera indéniablement marquée par l'esprit critique et la citoyenneté. Pendant que les partis s'interrogeaient sur leurs programmes, le CJC s'est investi dans l'élaboration de ses revendications, un travail collaboratif avec ses membres visant à faire entendre une voix forte et déterminée pour la Jeunesse.

À la demande de ses membres, des groupes de travail formés de travailleurs, travailleuses et bénévoles des 26 organisations membres se sont concentrés sur sept thématiques cruciales pour la Jeunesse d'aujourd'hui et de demain : l'emploi, l'accessibilité aux loisirs, l'environnement, la précarité, la santé mentale, le volontariat, et l'éducation aux médias. Ces thématiques regroupent les multiples revendications ambitieuses que le CJC souhaite mettre en avant lors de cette campagne électorale et tout au long de la nouvelle législature.

À la rencontre des Partis Politiques

Après le temps de l'élaboration et de la validation de ces revendications, vient le temps de leur présentation au monde politique et associatif. Plaidoyer à la main, Hadrien Wilputte, Secrétaire Général, Séverine Wolfs, l'Adjointe Politique, et la Présidente, Dornaz Beigi, sont allé à la rencontre des différents partis et cabinets qui ont accepté de les recevoir. C'est une étape cruciale pour sensibiliser les acteurs politiques aux aspirations et aux besoins de la Jeunesse.

Ainsi iels ont pu rencontrer et échanger avec Jean-Marc Nollet d'Ecolo, Maxime Prévot pour les Engagés, Georges-Louis Bouchez du Mouvement Réformateur, Paul Magnette du Parti Socialiste et l'équipe de l'institut Emile Vandervelde (Centre d'étude du PS). D'autres rencontres pourront encore avoir lieu.

En parallèle, le CJC ne se contente pas de promouvoir ses idées, mais cherche également à renforcer les compétences démocratiques des jeunes. La réédition du jeu de société Convictions ! vise à outiller les jeunes pour exprimer leurs idées, défendre leurs points de vue, convaincre et concilier des avis divergents. Ces compétences sont essentielles pour une participation active, critique et éclairée au débat démocratique.

Estelle Namur
CJC

Convictions !

Le jeu de société qui démystifie les élections et amène le débat autant en classe, en animation qu'en famille...



Débattez, influencez, jouez...
Prenez en main votre destin !

Let's get political ! Une semaine pour parler de démocratie à Budapest

Grande première ! Cette année, les jeunes belges âgé·es de 16 et 17 ans a uront le droit de vote aux élections européennes. Ravivant des questions de démocratie et de besoins d'éducation à la politique, ce droit nécessite une réflexion sur la manière de le soutenir et l'accompagner. Le CJC désirant travailler sur cette thématique a saisi l'opportunité d'envoyer Emilie Kervyn, chargée de projet, à un séminaire du conseil de l'Europe portant sur la participation politique des jeunes européen·nes. Elle nous raconte cette expérience.ceintures alimentaires.

Des jeunes de toute l'Europe

C'est dans le cadre du projet « Démocratie ici. Démocratie maintenant », que le Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe a rassemblé des jeunes de toute l'Europe lors du séminaire Let's get political. Lors d'une semaine, 80 participant·es, parmi lesquel·les figuraient des jeunes représentant·es de partis politiques et de leurs branches Jeunesse, des membres de conseils nationaux de Jeunesse, ainsi que des acteurs engagés au sein d'Organisations de Jeunesse, ont travaillé sur des recommandations pour favoriser la participation politique des jeunes en Europe.

Ce séminaire est parti d'un constat : « la participation des jeunes aux processus décisionnels améliore l'efficacité des politiques publiques et renforce les institutions démocratiques grâce à un dialogue ouvert » (Sommet de Reykjavik - mai 2023). Et donc d'une question : « comment faire pour augmenter leur participation ? ».

Les objectifs étaient multiples : discuter des obstacles et défis auxquels sont confrontés les jeunes lorsqu'iels tentent de s'impliquer politiquement, chercher des solutions pour remédier à la participation politique limitée des jeunes, ainsi qu'élaborer des recommandations pour les actions ou activités à entreprendre par le Conseil de l'Europe.



Le déroulé

Pendant trois jours, nous avons pu écouter des témoignages de différentes réalités politiques européennes, avec des interventions de jeunes engagé·es en politique ou de député·es du conseil de l'Europe. Il y a également eu des moments d'échanges de réalités, nous avons pu y explorer les voies de l'engagement des jeunes dans la vie politique, mais aussi les freins à l'engagement tel que le manque de représentation et d'information ou sur les différentes formes de participation politique et d'engagement.

Lors du dernier jour, nous avons travaillé ensemble à l'élaboration de plusieurs propositions d'actions collectives supplémentaires à entreprendre en collaboration avec le Département de la Jeunesse.

Les défis à relever

Il reste de nombreuses barrières existantes face à la participation politique des jeunes.

Il existe une barrière économique, s'engager prends du temps, souvent bénévole, tout le monde ne peut pas se le permettre.

Il existe également des barrières de représentation. Les jeunes doivent pouvoir se sentir représenté·es afin que les différentes instances leurs paraissent accessibles. Un rapport de l'OCDE (2020)[1] dit notamment que « la participation active des jeunes peut également inspirer d'autres personnes du même âge et rétablir leur confiance dans les institutions publiques. » Il est donc intéressant pour toutes et tous de réfléchir à l'opportunité que représentent les quotas jeunes[2] appliqués dans certains pays comme la Lituanie.

Et enfin, les jeunes sont peu ou mal informé·es sur le système politique. Il est important de travailler sur la vulgarisation du système politique, sur les canaux utilisés afin de toucher la cible et que les jeunes puissent rencontrer et se sentir écouté·es par les personnalités politiques.

Ce séminaire nous a permis de renforcer les réflexions compilées dans le référentiel du conseil de l'Europe « YOUTH PARTICIPATION 2.0, Guidelines on young people's participation »



Ce livret[3] compile, notamment, trente propositions d'actions pour favoriser la participation des jeunes. En voici quelques-unes :

• fournir des fonds pour investir dans des initiatives de recherche visant à comprendre et à analyser les nouvelles formes de participation des jeunes ;

• reconnaître le rôle crucial des organisations de jeunesse dans la facilitation d'un dialogue et entre les politiciens et les jeunes ;

• promouvoir le vote électronique et d'autres formes de facilitation électorale qui favorise l'engagement des jeunes ;

• utiliser un langage engageant, inclusif et non bureaucratique, afin de combler le fossé de communication entre les institutions politiques et les jeunes ;

• soutenir et encourager les activités éducatives formelles et non formelles qui augmentent les compétences participatives des jeunes.

Le CJC vous invite à lire les autres propositions, sur le site du département Jeunesse du conseil de l'Europe.

Se rendre à ce séminaire a été particulièrement stimulant, il m'a permis de mieux comprendre les formes d'engagement de la Jeunesse et me donner des pistes afin de mieux le favoriser à l'échelle du CJC. Et enfin, pour finir, la phrase qui a marqué le séminaire est celle-ci : « Chaque action compte peu importe sa taille, se mettre en action est déjà un pas important ».

Emilie Kervyn
CJC

[1] OCDE (2020a), Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice: Fit for All Generations?, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, https:// dx.doi.org/10 .1787/ c3e5cb8a-en.

[2] La pratique des quotas de jeunes consiste à réserver aux jeunes un certain nombre de sièges (quotas réservés) ou de postes de candidats politiques

[3] https:// 78be9 .r.sp1-brevo.net/ mk/ cl/f / sh/7 nVU1aA2nfuUC5LrjUnJfsicwALQFgC/viq Z1oFpBKSL

Élections : nos membres en action

Le CJC a publié un plaidoyer en concertation avec ses membres, dans la même optique, certains d'entre eux ont travaillé sur des recommandations en vue des élections... Voici un tour d'horizons du travail de fond effectué par les membres du CJC.

Le **Patro**, attentif aux vécus de la Jeunesse, est convaincu qu'une collaboration entre les responsables politiques de tout niveau et leur Mouvement est essentielle afin d'atteindre une société plus cohérente et épanouissante pour la Jeunesse. Dans leur plaidoyer se trouvent des propositions concrètes faites aux politiques, autour de sept thématiques chères au Patro : les camps, la mobilité, la participation citoyenne, le volontariat et l'emploi, la transition écologique, la précarité et l'accessibilité aux loisirs et le bien-être des jeunes.





Chez **les Guides**, les membres ont été acteurs dans la création du plaidoyer, leurs inquiétudes et leurs souhaits pour les années futures sont mises en avant au travers de neuf points de recherches de recommandations qui délimitent neuf thématiques principales abordées au sein du plaidoyer : des endroits de camps en quantité et de qualité, de meilleurs locaux et infrastructures, une meilleure gestion et un refinancement du secteur Jeunesse, une harmonisation des calendriers scolaires, une collaboration avec le pouvoir local, un soutien à la transition écologique, le volontariat chez les jeunes, le bien-être des jeunes et la réflexion sur l'inclusivité. Ce plaidoyer est le reflet des préoccupations actuelles de leurs jeunes.

Les **Jeunes CSC**, en collaboration avec d'autres Organisations de Jeunesse syndicales belges, ont également concocté un mémorandum élections 2024. L'urgence sociale pour la Jeunesse est au cœur des demandes aux politiques, avec quatre grandes revendications principales : soutenir les jeunes après leurs études, offrir des salaires plus élevés et une véritable protection sociale aux jeunes travailleurs et travailleuses, garantir un enseignement supérieur abordable, accessible et de qualité et offrir une (meilleure) rémunération aux stagiaires.



Bien souvent, les revendications se croisent dans les différents plaidoyers, car elles se basent sur le même constat : les jeunes ont besoin d'être entendu·es et soutenu·es !

D'autres membres du CJC abordent le sujet de différentes manières, par diverses actions qui seront menées d'ici au jour du scrutin ou au travers de démarches plus ponctuelles.

Ego Logique, par exemple, n'aborde pas directement le thème des élections mais donne envie aux jeunes de s'y intéresser, entre autres lors d'une activité citoyenne créative « Si j'étais président » au cours de laquelle les jeunes se projettent pour un temps, dans une fonction dirigeante.



Jeune et Citoyen a choisi d'axer son évènement annuel, le Forum participatif, sur les élections. Le temps d'une journée, JEC a proposé un grand jeu de rôle sur le thème de Game of Thrones, mettant les jeunes en situation fictive pour éveiller la réflexion sur les questions d'enjeux et d'engagement dans la vie politique. La thématique étant compliquée, JEC a choisi une approche pédagogique liée aux intérêts des jeunes, en s'inspirant du modèle politique de Game of Thrones pour faire passer des messages plus complexes et en rendant plus accessible la thématique des élections.

Marie-Sophie, chargée de projets et de communication chez Jeune et Citoyen, nous en dit un peu plus sur cette belle journée de novembre « Game of Jecsteros » !

Le projet de Forum Participatif de Jeune Et Citoyen, c'est quoi ?

Chaque année depuis presque 20 ans, Jeune Et Citoyen invite les élèves délégué·es et les adultes-ressources à venir partager leur vécu et construire ensemble une école plus démocratique, ouverte et citoyenne. Aujourd'hui, notre évènement s'ouvre à tous les élèves du secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce Forum est un moment d'échanges et d'enrichissements mutuels pour toute personne intéressée par les pratiques participatives existantes dans les écoles du secondaire.

L'édition de 2023 s'est concentrée sur la thématique des élections. Pourquoi ce choix ?

Chaque année, le Forum Participatif aborde de nouvelles thématiques afin de s'aligner au plus près de l'actualité qui préoccupe les jeunes.

Ainsi, le 15 novembre 2023, en prévision des élections et du quintuple scrutin prévu pour 2024, nous avons souhaité offrir aux participant·es l'opportunité de vivre un processus électoral pas comme les autres. L'objectif, préparer les jeunes à exercer leur droit de vote de manière éclairée. Nous constatons que les jeunes présentent des lacunes en matière de connaissance des termes liés aux élections, ainsi que des enjeux associés. Parfois, ils et elles se trouvent même démunis face à des notions plus abstraites telles que la « participation » et la « démocratie ».

Quelle méthodologie a été choisie ?

À la suite de ces constatations, le Forum Participatif 2023 s'est transformé en un évènement immersif offrant un parcours électoral au plus près de la réalité vécue sur le terrain.

Chez Jeune Et Citoyen, notre méthodologie consiste à encourager les jeunes à se poser des questions, à construire leurs apprentissages et à approfondir leurs connaissances à travers des échanges. Concrètement, nous utilisons des activités réflexives et immersives, les amenant au plus près d'une réalité qu'ils vivront à un moment donné.



Ainsi, dans un premier temps, le Forum Participatif a proposé des activités visant à leur faire construire un programme électoral, à revendiquer un positionnement politique devant une assemblée et à se rendre aux urnes pour voter.

Mais ce n'est pas tout. Au-delà du volet électoral, notre ambition durant ce forum était d'ouvrir le champ de la découverte sur différentes formes de participation citoyenne permettant de s'exprimer autrement que par le biais des élections.

Dans un second temps, nous avons proposé des ateliers liés à la désobéissance civile, à la découverte du volontariat en association, à la participation à une manifestation en partenariat avec Amnesty International, à l'interpellation du politique en collaboration avec Agora, ou encore à la découverte d'une autre manière de consommer grâce au Circularium ont été organisés.

Comment vous est venu le choix de Games of Thrones ?

L'intégration de l'univers de Game of Thrones durant notre évènement comme toile de fond visait à rendre l'évènement plus immersif pour les participant·es. Il ne s'agissait pas de faire des parallèles politiques entre la série et la réalité belge, mais plutôt de capitaliser sur son aspect populaire pour susciter l'engagement des participant·es. Face à la complexité théorique inhérente aux sujets abordés, notamment les élections, notre approche pédagogique chez Jeune Et Citoyen vise à créer un engagement accru en utilisant des éléments qui captivent un large public. Nos activités se veulent originales et non conventionnelles. Nous visons à créer un cadre à la fois sécurisant pour toutes et tous, permettant à chacun·es de s'exprimer mais aussi, à instaurer un cadre vivant et amusant pour comprendre les aspects plus théoriques.

Sur le plan interne, l'intégration de cet élément a permis au pôle pédagogique chargé de créer les activités de bénéficier d'un terreau de créativité. Par exemple, en empruntant le concept des maisons de la série Game of Thrones, nous avons pu former les différents petits groupes au sein desquels se déroulaient les différentes activités.

Que retenez-vous de ce Forum ?

L'édition 2023 du Forum a également permis à Jeune Et Citoyen d'ouvrir son évènement à un public plus large de jeunes. Il y a quelques années, le Forum ciblait spécifiquement les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec une attention particulière portée aux délégué·es de classes. Cette fois-ci, en cohérence avec les valeurs d'inclusivité que nous défendons, nous avons pris la décision d'étendre l'accès au Forum non seulement aux écoles, mais aussi à d'autres institutions accueillant des jeunes : des Organisations de Jeunesse et des institutions liées à des milieux spécialisés. Chaque jeune, quel que soit son milieu d'origine, a une voix à faire entendre.

Propos de Marie -Sophie Verdonck, recueillis par Anne Mansy, CJC

Les coups de coeur culturels de l'équipe

Dans cette rubrique, quelques membres de l'équipe vous proposeront, à chaque numéro, des recommandations culturelles. Pour cette édition, Frédérique de l'équipe Commu-Péda et Louise de l'équipe Emploi vous présentent leurs coups de cœur du moment.

FRÉDÉRIQUE VOUS PROPOSE



Le livre « Sois jeune et tais-toi » de Salomé Saqué

Dans son essai intitulé « Sois jeune et tais-toi », en référence à une affiche de mai 68, la journaliste Salomé Saqué passe à la moulinette les clichés des aîné·es sur la jeune génération. En repassant le fil de l'Histoire contemporaine et des évolutions de la société, elle fait la démonstration que comparer hier et aujourd'hui est tout simplement vain. Chiffres et témoignages à l'appui, elle tire un portrait juste de ses pairs, en proie à des difficultés que leurs ainé·es n'ont jamais rencontrées et met ainsi en exergue les forces de la Jeunesse actuelle.

Le podcast « Folie douce » de Lauren Bastide

Après son podcast engagé et féministe « La poudre », Lauren Bastide s'aventure sur un nouveau terrain, celui de la santé mentale. Chaque épisode est une plongée dans la vie et dans la tête d'un·e invité·e. Ils et elles partagent sans tabou leurs états, au passé et au présent, osent livrer des bouts d'intimité profonde. À travers ces véritables mises à nu, c'est un message d'utilité publique qu'ils et elles font passer : oui, il est possible de parler de santé mentale publiquement et sans complexes.

LOUISE VOUS PROPOSE

Le roman « Les mangeurs de nuit » de Marie Charrel



D'un côté, un gardien de la forêt ayant été élevé par une autochtone. De l'autre, deux générations de japonaises immigrées.

À travers ce roman se déroulant dans l'Ouest canadien durant les années 20 à 50, nous découvrons notamment ce pan peu glorieux de l'histoire qu'est l'immigration et le traitement des japonais·es au Canada durant la seconde guerre mondiale. Le récit d'évènements sombres est toutefois ponctué de la poésie et de la lumière des légendes amérindiennes et japonaises.

L'App The Sorority : la plus utilisée et la plus sécurisée face aux situations de harcèlement, de violence et d'insécurité

Un bouton central sur lequel appuyer pendant quelques secondes et une alerte est transmise à toutes les femmes les plus proches de vous géographiquement. Ces dernières peuvent vous téléphoner, vous envoyer un message, venir à votre rencontre ou appeler de l'aide. J'ai testé pour vous : après avoir lancé l'alerte, j'ai reçu un appel et six messages en moins de cinq minutes. Je vous invite à participer à ce réseau de solidarité incroyable ! Et à vous sentir davantage en sécurité. www.jointhesorority.com

Frédérique Lemoine et Louise Warnon

Bons tuyaux

MUSÉE DU CAPITALISME //ÉVÈNEM ENT

Le Musée du Capitalisme, une exposition itinérante sur notre système économique et culturel, sera installée à Chimay jusqu'au 31 mai à la ferme de l'Albatros, rue de Poteaupré 6B, 6464 Bourlers (Chimay). Le prix de l'entrée est libre et se fait à la fin de l'exposition.

Pour plus d'informations et/ou pour réserver une visite en groupe : botte@museeducapitalisme.org ou 0470 821 304

FIGMA // OUTIL

Découvrez Figma, l'application où vous pourrez co-créer dans un seul et même espace. Travaillez ensemble en temps réel pour découvrir une nouvelle façon de créer. Des outils donnent à chaque équipe une visibilité sur l'ensemble du processus : d'un tableau blanc en ligne à un espace dédié au développement pour transformer un design en code, faites place à votre créativité !

Une version gratuite est disponible. figma.com/fr/

ÉDUCATION AUX MEDIAS // APPEL À PROJETS

Le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias lance l'appel à projet *Monte le son !* :
« Des voix citoyennes porteuses de revendications aux mélodies les plus diverses, de la voix qui raconte une histoire à celle qui chante, nous informe ou nous divertit, de la composition musicale aux bruits de la nature, des cris aux silences, en passant par toutes les intensités, le son est partout autour de nous, construit de manière plus ou moins consciente et intentionnelle, pour nous bercer, nous éveiller, nous informer, nous émouvoir, nous convaincre parfois ».

Dix projets seront sélectionnés et soutenus par le CSEM, les montants octroyés aux bénéficiaires sont au maximum de 2 000 €.

Date limite : 15 mai 2024
Plus d'informations, allez sur le site https://www.csem.be/profile-select?destination=/eduquer-aux-medias/operations/appel-projets-scolaires

L'info autrement

TOPS

Le secteur non-marchand a créé plus d'emplois en 2023 que le secteur marchand.

L'accueil d'un nouveau membre pour le CJC : Citizen Motion.

FLOP

La Belgique a atteint son Jour du dépassement le 23 mars, 3 jours plus tôt qu'en 2023.

Portrait

Ce que vous cherchez vous cherche

Cette citation du Philosophe Rumi résume bien l'état d'esprit de Solayman Laqdim, Délégué aux Droits de l'enfant : parfois, il y a des combats qui paraissent inaccessibles, mais en allant les bousculer, on arrive à faire bouger les lignes. Le CJC a eu la chance de le rencontrer et revient sur son rôle et son parcours.



Un secteur de cœur

Le 1er février 2024, cela faisait un an que le nouveau DGDE rentrait en fonction. Soulayman Laqdim, c'est avant tout un parcours rempli d'expérience Jeunesse, son « secteur de cœur ». Il a travaillé pendant 20 ans dans le secteur de l'aide et de la protection de la jeunesse. Les différentes fonctions qu'il a exercées lui ont permis d'être en contact et de travailler en étroite collaboration avec des secteurs tels que l'enseignement, la justice, la petite enfance, encore la santé mentale.

À l'ère du digital

La mission générale du DGDE est de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants. Pour promouvoir et informer sur ces droits, il a fallu développer une vraie stratégie numérique. À l'ère de la digitalisation, difficile de passer à côté des réseaux sociaux. Ceux-ci ont donc largement été investis, et une refonte du site www.dgde.cfwb.be a été pensée et sera opérationnelle d'ici quelques mois.

Un ancrage et un dialogue continu

Solayman Laqdim reconnait volontiers qu'il n'a « aucune légitimité à titre personnel », si ce n'est son expérience. Il faut être ancré et on doit être en résonance et dans un dialogue permanent avec le monde associatif, les autorités administratives, les autorités politiques. Il est accompagné d'une équipe polyvalente de treize personnes afin de bénéficier d'une large expertise. De plus, il est inconcevable pour le DGDE de ne pas prendre en considération la parole des jeunes, un élément fondamental souvent oublier en politique.

Vers une démocratie plus jeune

Concernant l'ouverture des votes dès 16 ans aux élections européennes, il s'agit d'un premier pas pour le DGDE. Néanmoins, celui-ci manque cruellement d'un accompagnement puisque la question n'est que très peu abordée à l'école. Il s'agit également du niveau de pouvoir qui est le plus éloigné, qui peut donc paraitre d'autant plus abstrait. Solayman Laqdim souligne l'importance de mettre en place un vrai travail d'accompagnement.

Le mot de la fin

Pour conclure, le DGDE souhaite réaffirmer son combat contre la précarité. En effet, celle-ci a un impact direct sur l'effectivité des droits de l'enfant et est indissociable de celle des parents. On doit donc avoir une réflexion globale dans toutes les sphères et dans tous les départements de la Communauté française, de la Région wallonne, etc. pour proposer des politiques sociales ambitieuses.

Propos de Solayman Laqdim recueillis par Estelle Namur

Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 26 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.

Odyssea asbl

Ego Logique – Young Creative Citizens

Fédération des Récupérathèques

Volont'R

Patro – Fédération nationale des Patros

Kaleo – Hébergements - Séjours - Activités

Parc Parmentier

Action Médias Jeunes

JOC – Jeunes Organisés & Combatifs

BE LA RP

Les Guides – La vie en vrai

Déclic – En perspectives

Magma – Magazine mixité alterité

19

réseau jeunesse

S.I.A.J. – De soi aux autres

Animagique

musée du c/kapitalisme museum

Ocarina – On parle que tu reviendras

Jagora – Se comprendre pour mieux vivre ensemble

Jeunes CSC

Jeune et Citoyen

Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience (RCR²)

ASBL Gratte – Ose des loisirs différents

indications

Bas les Masques – Oser Grandir et se Dire

CONTACT
Conseil de la Jeunesse Catholique
Rue des Drapiers 25
1050 Ixelles
02 230 32 83
cjc@cjc.be
www.cjc.be

Editeur responsable : Hadrien Wilputte, Rue des Drapiers 25 - 1050 Ixelles

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be
Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.